ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, le 20 février 1992, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant statut pécuniaire du personnel de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications", a donné le 17 juin 1992 l'avis suivant:

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 20 februari 1992 door de Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende bezoldigingsregeling van het personeel van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie", heeft op 17 juni 1992 het volgend advies gegeven :

Préambule.

1. Avant l'alinéa 1er, il convient d'ajouter un alinéa relatif au fondement légal du projet, rédigé comme suit :

"Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11, § 1er, modifié par l'arrêté royal n° 4 du 18 avril 1967".

2. A l'alinéa 1er (devenant l'alinéa 2), l'article 72 de la loi du 21 mars 1991 ne constitue pas le fondement légal de l'arrêté en projet. Il doit donc être omis du visa.

Le texte néerlandais de l'alinéa, in fine, devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Proposant.

Le proposant doit être rédigé comme suit :

"Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications et des Entreprises publiques,".

L’article 33 et la formule de signature doivent être rédigés de la même manière.

Dispositif.

Les articles 1er et 2 sont exclus de la division en chapitres, ce qui est contraire aux règles de la légistique.

Il est donc proposé de grouper ces deux dispositions dans un chapitre Ier intitulé "Dispositions générales", la numérotation des chapitres suivants devant évidemment être adaptée.

Article 1er.

Les tirets doivent être remplacés par 1°, 2°, 3°. L’observation vaut pour les articles 2, 5, 10 et 22.

Le texte néerlandais de la phrase introductive devrait être rédigé ainsi qu’il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 2.

1. Les 1° à 4° doivent être remplacés par a) à d).

2. Les mots "l'institut" et "le ministre" doivent être placés entre guillemets.

3. Au deuxième tiret, devenant le 2°, il faut écrire : ""le ministre" : le ministre qui a les postes et les télécommunications dans ses attributions;".

4. Aux troisième, quatrième et cinquième tirets (devenant les 3°, 4° et 5°), les mots "l'expression" sont inutiles et peuvent être omis.

Le texte néerlandais du 3° et du 4° devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

5. Au 3° devenant c), il faut, dans le texte français, écrire "subordonné" et non "sucordonné".

6. Dans le texte néerlandais du 4°, d)), il convient d'écrire "elke andere instelling naar Belgisch recht" et "elke andere instelling naar koloniaal recht".

Article 3.

1. Le début de l'alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 3. Sauf disposition contraire, ...".

On écrira de même le début des articles 8 et 10.

2. A l'alinéa 2, on écrira :

"Les échelles sont fixées au tableau en annexe".

3. Au dernier alinéa, il y a lieu d'omettre le mot "romains" et les mots "du présent arrêté".

Article 4.

1. Au paragraphe 1er, alinéa 1er, dans le texte néerlandais, il faut écrire "A en B".

2. Au paragraphe 1er, alinéa 2, deuxième phrase, dans le texte néerlandais, il faut écrire "verbonden" au lieu de "gebonden" et dans la troisième phrase, il faut écrire "ten opzichte van" au lieu de "ten overstaan van".

Article 10.

Dans le texte français, il serait plus correct d’écrire : "... les services effectifs que l’agent a accomplis ...".

L’observation vaut également pour les articles 11, 1°, 12 et 13.

Article 13.

1. La seconde phrase de l’alinéa 1er doit faire l’objet d’un alinéa distinct.

2. Au dernier alinéa, il faut écrire : "... les conditions fixées à l’alinéa 4 soient remplies".

Article 15.

1. Au paragraphe 1er, dernier alinéa, il y a lieu de remplacer les mots "du présent paragraphe" par les mots "de l’alinéa 1er".

2. Au paragraphe 2, les deuxième et troisième phrases doivent, chacune, faire l’objet d’un alinéa distinct.

3. Au paragraphe 3, la seconde phrase doit constituer un alinéa distinct.

Article 17.

A l'alinéa 2, il convient d'insérer les mots ", définitivement ou à l'essai," entre le mot "nommé" et les mots "à l'institut".

Article 21.

1. Au paragraphe 5, il convient de remplacer les mots "Cet article est également applicable" par les mots "Les paragraphes 1er à 4 sont également applicables" et d'omettre les mots "alinéa 3".

2. En ce qui concerne le paragraphe 6, il y a lieu de se référer au projet d'arrêté royal fixant le statut du personnel de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, soumis à l'avis de la section de législation sous le n° L. 21.486/9.

Il convient, par ailleurs, de remplacer les mots "4e alinéa" par les mots "dernier alinéa".

Article 22.

1. Il n’est pas d’usage de diviser un article en paragraphes lorsque chacun de ceux-ci ne comporte qu’un seul alinéa.

L’observation vaut également pour l’article 25.

2. Au paragraphe 1er, les mots "l’attribution" doivent être remplacés par les mots "la date d’attribution de cette mention".

3. Compte tenu de l’article 73, § 3, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, en vertu duquel

> "la situation administrative et pécuniaire d’un membre du personnel statutaire de l’Institut ne peut jamais être moins favorable que celle d’un agent revêtu d’un grade équivalent de la Régie des télégraphes et des téléphones",

le paragraphe 2 doit être omis.

Article 23.

1. Au paragraphe 2, alinéa 2, il y a lieu d’ajouter les mots "alinéa 2", après les mots "l’article 17,".

2. Le dernier alinéa s’écrira comme suit :

"Les dispositions des alinéas 1er, 2 et 3 sont également ...".

Article 24.

Dans le texte néerlandais, la fin du paragraphe 1er serait mieux rédigée ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 27.

A la fin de la disposition en projet, il faut écrire : "... par des motifs de convenance personnelle".

Article 29.

A l'alinéa 1er du texte français, il faut écrire : "... pour des motifs de convenance personnelle est fixée ..." et à l'alinéa 1er du texte néerlandais, il y a lieu d'écrire "wegens persoonlijke aangelegenheden".

Article 30.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 30. Sous réserve des dispositions applicables en cas de changement de groupe, les agents nommés à l'institut en

application ... conservent l’ancienneté barémique acquise dans leur administration d’origine".

Article 31.

Dans la première phrase, le mot "changement" doit être remplacé par le mot "tempérament".

Annexe.

A la dernière page, le mot "arrêté" doit être inséré entre les mots "notre" et "du".

Observation finale.

Le texte néerlandais du projet est susceptible d’amélioration; à titre d’exemple quelques propositions de texte ont été faites à ce sujet dans le présent avis.

---

Aanhef.

1. Voor het eerste lid dient een lid te worden toegevoegd betreffende de rechtsgrond van het ontwerp; het dient als volgt te worden gesteld :

"Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11, § 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 4 van 18 april 1967;".

2. In het eerste lid (dat het tweede lid wordt), levert artikel 72 van de wet van 21 maart 1991 niet de rechtsgrond op voor het ontworpen besluit. De verwijzing ernaar moet bijgevolg vervallen.

Aan het slot van het eerste lid schrijve men dus : "... inzonderheid op de artikelen 71 en 73;".

Voordrachtformulier.

Het voordrachtformulier moet als volgt worden gesteld :

"Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven,".

Artikel 33 en de medeondertekening moeten op dezelfde wijze worden gesteld.

Bepalend gedeelte.

De artikelen 1 en 2 worden buiten de indeling in hoofdstukken gehouden; dat is in strijd met de regels inzake wetgevingstechniek.

Derhalve wordt voorgesteld die twee bepalingen samen te brengen in een hoofdstuk I met als opschrift "Algemene bepalingen", waarbij de volgende hoofdstukken vanzelfsprekend moeten worden vernummerd.

Artikel 1.

De streepjes moeten worden vervangen door 1°, 2°, 3°. De opmerking geldt voor de artikelen 2, 5, 10 en 22.

In de Nederlandse tekst van de inleidende volzin schrijve men "worden vastgesteld" in plaats van "wordt vastgesteld".

Artikel 2.

1. De onderverdelingen onder 1° tot 4° moeten worden vervangen door a) tot d).

2. De woorden "het instituut" en "de minister" moeten tussen aanhalingstekens worden geplaatst.

3. Na het tweede streepje, dat 2° wordt, schrijve men : ""de minister" : de minister tot wiens bevoegdheid de posterijen en de telecommunicatie behoren;".

4. Na het derde, vierde en vijfde streepje (die 3°, 4° en 5° worden) moeten de woorden "de uitdrukking" als onnodig vervallen.

In 3° en 4° schrijve men "ressorteert onder" in plaats van "afhangt van" en "ressorteerde onder" in plaats van "afhing van". Dezelfde opmerking geldt voor de overige bepalingen van het ontwerp waar die uitdrukkingen worden gebezigd.

5. In de Franse tekst van de bepaling onder 3°, die c) wordt, schrijve men "subordonné" en niet "sucordonné".

6. In de bepaling onder 4°, die d) wordt, schrijve men in het Nederlands : "elke andere instelling naar Belgisch recht" en "elke andere instelling naar koloniaal recht", alsook "behoeften" in plaats van "noodwendigheden".

Artikel 3.

1. Het begin van het eerste lid zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Art. 3. Behoudens andersluidende bepaling, ...".

Het begin van de artikelen 8 en 10 dient op dezelfde wijze te worden geredigeerd.

2. In het tweede lid schrijve men :

"De schalen worden vastgesteld in de bijgaande tabel".

3. Het laatste lid zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Indien een graad meerdere schalen omvat, worden ze van elkaar onderscheiden door de cijfers I, II, III en IV, geplaatst voor het nummer van de weddeschaal. Dat nummer wordt vastgesteld volgens de in artikel 4 bepaalde regels".

Artikel 4.

1. In paragraaf 1, eerste lid, schrijve men : "A en B".

2. In paragraaf 1, tweede lid, tweede zin, schrijve men "verbonden" in plaats van "gebonden", en in de derde zin "ten opzichte van" in plaats van "ten overstaan van".

Artikel 10.

In de Franse tekst zou het juister zijn te schrijven : "... les services effectifs que l’agent a accomplis ...".

De opmerking geldt eveneens voor de artikelen 11, 1°, 12 en 13.

Artikel 13.

1. De tweede volzin van het eerste lid moet in een afzonderlijk lid komen te staan.

2. In het laatste lid schrijve men : "... aan de in het vierde lid gestelde voorwaarden".

Artikel 15.

1. In paragraaf 1, tweede lid, vervange men de woorden "van deze paragraaf" door de woorden "van het eerste lid".

2. In paragraaf 2 moeten de tweede en de derde volzin elk in een afzonderlijk lid komen te staan.

3. In paragraaf 3 moet de tweede volzin in een afzonderlijk lid komen te staan.

Artikel 17.

In het tweede lid dienen tussen de woorden "waartoe het" en "wordt benoemd bij het instituut" de woorden "in vast verband of op proef" te worden ingevoegd.

Artikel 21.

1. Paragraaf 5 dient als volgt te worden gesteld :

"§ 5. De paragrafen 1 tot 4 zijn eveneens van toepassing op de personeelsleden, benoemd met toepassing van artikel 74 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven".

2. Wat paragraaf 6 betreft, zij verwezen naar het ontwerp van koninklijk besluit tot vaststelling van het statuut van het personeel van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, dat om advies aan de afdeling wetgeving is voorgelegd onder het nr. L. 21.486/9.

Voorts dienen de woorden "4de alinea" te worden vervangen door de woorden "laatste lid".

Artikel 22.

1. Het is niet gebruikelijk een artikel in te delen in paragrafen wanneer elk van die paragrafen slechts één lid bevat.

De opmerking geldt eveneens voor artikel 25.

2. In paragraaf 1 moeten de woorden "de toekenning" worden vervangen door de woorden "de datum waarop die vermelding wordt toegekend".

3. Gelet op artikel 73, § 3, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, dat bepaalt dat

> "de administratieve en geldelijke toestand van een statutair personeelslid van het Instituut (...) nooit minder gunstig (kan) zijn dan deze van een met een gelijkwaardige graad bekleed personeelslid van de Regie voor telegrafie en telefonie",

moet paragraaf 2 vervallen.

Artikel 23.

1. In paragraaf 2, tweede lid, dienen na de woorden "artikel 17," de woorden "tweede lid," te worden ingevoegd.

2. Het laatste lid behoort als volgt te worden geschreven :

"De bepalingen van het eerste, tweede en derde lid zijn eveneens ...".

Artikel 24.

Het slot van paragraaf 1 zou beter als volgt worden geredigeerd : "... in het geval het contract in onvolledige prestaties voorziet".

Artikelen 26 en 27.

Het zou beter zijn de woorden "gewettigd wegens persoonlijke aangelegenheid" in beide artikelen te vervangen door de woorden "wegens persoonlijke aangelegenheden".

Artikel 29.

In de Franse tekst van het eerste lid dient te worden geschreven : "... pour des motifs de convenance personnelle est fixée .." en in het eerste lid van de Nederlandse tekst schrijve men "wegens persoonlijke aangelegenheden".

Artikel 30.

Het zou beter zijn het artikel als volgt te redigeren :

"Art. 30. Onder voorbehoud van de bepalingen die van toepassing zijn in geval van verandering van groep, behouden de personeelsleden die in het Instituut benoemd zijn met toepassing van ... de weddeschaalanciënniteit die ze verworven hebben in het overheidsbestuur waaruit ze afkomstig zijn".

Artikel 31.

In de eerste zin moet, in de Franse tekst, het woord "changement" worden vervangen door het woord "tempérament".

Bijlage.

Op de laatste bladzijde moet, in de Franse tekst, tussen het woord "notre" en het woord "du" het woord "arrêté" ingevoegd worden.

Slotopmerking.

De Nederlandse tekst is voor verbetering vatbaar; in het advies zijn in dit verband bij wijze van voorbeeld een aantal tekstvoorstellen gedaan.

---

La chambre était composée de

Messieurs : C.-L. CLOSSET, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

R. ANDERSEN, conseillers d'Etat,
J. MESSINNE, staatsraden,

J. DE GAVRE, assesseurs de la section de législation,
F. DELPEREE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : J. GIELISSEN, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. C. MENDIAUX, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée par M. J. JAUMOTTE, référendaire adjoint.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. C. MENDIAUX, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld door de H. J. JAUMOTTE, adjunct-referendaris.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

C.-L. CLOSSET.